

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Surveillance de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Incident – Eboulement	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 2.4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Risques incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13	Sans objet
2	Prescriptions sécheresse AP site	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III	Sans objet
3	Applicabilité de l'arrêté du 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déterminations des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 II	Sans objet
6	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2	Sans objet
8	Risques géotechniques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 3.4.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite s'est inscrite à la suite de la réception des compléments apportés au dossier initial de demande d'autorisation environnementale présenté dans le cadre de l'extension de la carrière, du suivi des plans d'actions proposés à la suite des inspections 2024 et 2025 et de la gestion de l'effondrement partiel du front historique du terrain qui accueille la vierge blanche qui surplombe « La Mayenne », dont l'exploitation est achevée depuis près de 30 ans.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/01/2023, article R. 181-13
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Demande de renouvellement et d'extension
<b>Prescription contrôlée</b> – Conformité de la demande d'autorisation environnementale (renouvellement et extension) en cours d'instruction.
<b>Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)</b> – L'exploitant a présenté, le 12/08/2024, un dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAENV) visant à renouveler et à étendre l'exploitation de la carrière du « Rocher ». Son instruction a donné lieu à une demande de compléments dont le projet lui a été adressé le 31/10/2024 dans le cadre de la préparation de l'inspection du 12/11/2024, au cours de laquelle les remarques ont été développées et explicitées. La version consolidée de ce document a été adressée le 13/11/2024.
<b>Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 28/04/2025)</b> – Les études complémentaires, conduites sur la stabilité des fronts, l'impact hydrogéologique du projet et la caractérisation des poussières, ont bien été jointes au DDAENV complété.
<b>Constats</b> – Le dossier complété a donné à de nouveaux échanges visant à clarifier les aspects restés sensibles. Toutefois, l'exploitant ayant apporté des éléments de réponses (compléments de dossier et/ou engagements) aux observations rédhibitoires faites par la DREAL sur le dossier initial, il a été demandé à l'exploitant de procéder à une réédition (format papier) du DDAENV après avoir pris en compte ces nouveaux échanges, s'il l'estime nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prescriptions sécheresse AP site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité de l'arrêté du 30/06/2023
<b>Prescription contrôlée</b> – Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés

préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 de ce même code.
<p><b>Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)</b> – Aucune disposition particulière quant à des restrictions liées aux périodes de sécheresse n'est prescrite dans les arrêtés qui réglementent actuellement le site.</p> <p>L'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant d'assurer une veille réglementaire qui lui permette de connaître, en toutes circonstances, les contraintes et les éventuelles mesures de restrictions susceptibles de s'appliquer à la carrière.</p> <p><b>Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 28/04/2025)</b> – Dans sa réponse, l'exploitant a indiqué que l'arrêté du 30/06/2023 est le seul texte réglementaire susceptible d'opposer des contraintes à son exploitation. Depuis sa parution, il surveille quotidiennement pendant la période estivale, la situation locale et les restrictions susceptibles de s'appliquer aux eaux souterraines (exhaures) et superficielles (appoints de La Mayenne) sur le site dédié <a href="https://vigieau.gouv.fr/">https://vigieau.gouv.fr/</a>.</p> <p><b>Constats</b> – L'AM du 30/06/2023 s'applique au sens où le pompage des exhaures est considéré comme un prélèvement. Par contre, l'essentiel de ces dernières est restitué aux milieux superficiels ou utilisé à des fins de protection de l'environnement (rabattement de poussières). Seule une fraction de ces eaux (&lt; 600 m<sup>3</sup>/2024) est utilisée à des fins industrielles dans un groupe de mélange des matériaux afin de rendre les produits conformes à leur norme d'utilisation (taux d'humidité de 6 % pour des matériaux avant mélange de 2 à 3 %).</p> <p>Cet équipement n'était pas en service le jour de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Applicabilité de l'arrêté du 30/06/2023

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2. II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des réductions imposées – Volume de référence
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Le volume de référence, auquel les réductions peuvent s'appliquer, est le prélèvement d'eau moyen journalier correspondant à [...]</p> <p>Pour son calcul, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie [...]</p>
<p><b>Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)</b> – En secteur Ouest de la carrière, le circuit fermé de gestion des eaux du rotolue comprend un bassin de décantation construit sur un radier en béton pour faciliter son curage dont la surverse alimente une réserve tampon. Cette dernière permet le renouvellement de l'eau du rotolue et la compensation des pertes liées aux entraînements des roues des véhicules qui l'empruntent ainsi que le ravitaillement de la tonne à eau utilisée pour lutter contre les émissions de poussières diffuses. Le niveau de cette réserve est maintenu en eau par un pompage d'appoint prélevé dans La Mayenne à défaut de disposer de fosse d'exhaures dans ce secteur de la carrière.</p> <p>En secteur Est, les collectes en fond de la fouille alimentent, par pompage, un réseau d'asperseurs positionnés le long des pistes de circulation des engins. Cette zone ne dispose pas d'une installation de lavage des roues.</p> <p><b>Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)</b> – L'exploitant a établi son volume de référence établi à 49 360 m<sup>3</sup> par différence entre les prélèvements (pompages en fond de fouille) et les apports d'eaux pluviales, ce qui le soumet à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.</p> <p><b>Constats</b> – Si le compteur confirme la faible consommation d'eaux industrielles du GNTb, la carrière sera peu affectée par d'éventuelles mesures de restrictions d'usage prescrites par le préfet.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a déclaré renoncer au prélèvement d'eau dans La Mayenne, autorisé à hauteur de 4 050 m<sup>3</sup>/an en période estivale, ce volume sera compensé par l'augmentation de la surface de la fosse d'extraction, ce qui a pour effet de supprimer un prélèvement pérenne dans la rivière.</p> <p>Les constats comparés des visites des 16/03/2025 et du 31/07/2025 montrent une très nette baisse du niveau des exhaures en fond de fouille attestant de l'importance des ruissellements vis-à-vis des</p>

arrivées d'eau souterraines.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Déterminations des consommations d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Connaissance des prélèvements

**Prescription contrôlée** – La consommation d'eau prélevée par poste doit être connue précisément pour évaluer le volume de référence évoqué précédemment.

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Au-delà de l'approche globale qui détermine la soumission de la carrière à l'arrêté ministériel du 30/06/2023, il est nécessaire d'établir les consommations par poste, une démarche engagée par l'exploitant mais insuffisamment aboutie [...] Plusieurs postes étaient particulièrement ciblés dont le pompage en fond de fouille, le prélèvement en Mayenne, la consommation du Groupe GNTb mais également les besoins d'usages pour la protection de l'environnement ou les restitutions aux milieux récepteurs.

Dans sa réponse, l'exploitant signale la réinstallation du compteur volumétrique mesurant le prélèvement en Mayenne (démonté durant les périodes de gel). L'exploitant indique prévoir équiper la pompe d'exhaure d'un débitmètre totalisateur au cours du mois de juin 2025 dans l'ensemble de ses carrières mais poursuivre ses relevés d'heures en attendant (mesure conservatoire d'évaluation du prélèvement d'eau à partir d'une pompe qui fonctionne à son débit nominal.

**Constats** – Lors de la visite, l'instrumentation de la fosse n'était pas en place en raison de retards apparus dans les livraisons des équipements.

L'inspection a rappelé la nécessité d'instrumenter tous les postes de pompages et de consommations associés aux besoins de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Surveillance de l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières diffuses

**Prescription contrôlée** – Plan de surveillance des émissions de poussières

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – Les analyses faites au cours des 4 dernières années montrent le respect de la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour de poussières en moyenne annuelle glissante. De plus, chaque mesure a discriminé les poussières minérales et organiques d'une part et les matières solubles et insolubles d'autre part. Les méthodes de prélèvements et de mesures comme les résultats rendent compte d'une situation satisfaisante.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant d'examiner la possibilité de renforcer son plan de surveillance des retombées de poussières au niveau du bourg de Chenillé, compte tenu de l'importance de la population concernée par opposition à l'habitat dispersé des zones prélevées sous les vents dominants. L'exploitant a indiqué que le plan de surveillance serait complété en ce sens dès la prochaine campagne de mesures.

Il a également été proposé à l'exploitant de réaliser une campagne de mesures de composés sensibles des poussières (silice, amiante, PM 10) [...].

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Le renforcement du maillage des points de mesure (1 station supplémentaire) apparaîtra dans les rapports de contrôle 2025. Le plan de surveillance est en cours de définition.

En réponse aux questionnements de la DREAL et de l'ARS quant à la teneur des poussières et les risques sanitaires associés, l'exploitant a fait intervenir la société EVADIES, bureau d'expertises en santé environnementale, afin d'évaluer les risques pour la population exposée.

**Constats** – Le nouveau plan de surveillance, avec l'installation d'une station dans le bourg de Chenillé, en zone densément peuplée, n'est actuellement pas disponible. Selon les engagements pris par l'exploitant, il doit servir de matrice aux contrôles 2025.

L'étude EVADIES, produite en retour de l'inspection du 12/11/2024, figure désormais dans l'étude d'impact du DDAENV. Ses principaux enseignements portent sur un impact non significatif des poussières fines (PM10), la non détection des silices cristallines et la mesure de quartz à un niveau faible. L'examen de la structure de la roche par un géologue agréé milite pour une absence de gisement amiantifère.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les rapports des contrôles des retombées de poussières de l'année 2025 qui s'appuient sur le maillage renforcé des stations de mesures (étendu à 9 stations dont 3 dans le bourg de Chenillé).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délai :** 1 mois

#### N° 6 : Gestion des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée** – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – La zone des « dépôts de produits finis » du secteur Est accueille des déchets, notamment de ferrailles, entreposés sans précaution, probablement depuis plusieurs saisons à en croire l'état de corrosion de la benne envahie par les ronces. Des fûts vides (vérifiés) ainsi que diverses pièces métalliques sont également déposés de manière désordonnée à même le sol.

L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de faire évacuer ces déchets et les matériels obsolètes et de maintenir le site dans un bon état de propreté. Les déchets métalliques ont été évacués par la société Cyril CADEAU. Les travaux de nettoyage seront achevés en début d'année 2025.

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Les dépôts constatés en 2024 sont en cours de résorption, l'essentiel des ferrailles est évacué. L'exploitant a indiqué que l'évacuation des équipements usagés en plastiques serait très prochainement achevée.

L'inspection a rappelé l'importance de l'état de propreté de la carrière dont le projet sera présenté au public au cours des prochaines semaines.

**Constats** – Cette nouvelle visite a montré une très nette amélioration de la situation avec la résorption des quantités de déchets présents sur cette plate-forme, même s'il reste quelques évacuations à finaliser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matières dangereuses

**Prescription contrôlée** – Gestion des matières dangereuses

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – La visite de l'espace entretien-maintenance et de la station service a donné lieu à plusieurs observations liées à l'encombrement des rétentions des produits dangereux, des stockages en excès [...]. Il a demandé un état des stocks des matières dangereuses, d'indiquer la disponibilité des fiches de données de sécurité (FDS), de procéder à un récolement des mesures de sécurité des FDS, d'évacuer et faire éliminer les produits périmés et/ou plus utilisés et de gérer la propreté des rétentions des produits dangereux.

L'exploitant indique que l'excès des stockages de produits constaté le jour de la visite était notamment dû à une mauvaise gestion des contenants, certains ayant été ouverts quand d'autres contenaient encore le même produit. Les produits identiques ont été regroupés, les rétentions nettoyées et l'état des stocks des matières dangereuses dressé.

Les réponses aux observations de cette visite et les constats de la visite suivante ont permis de lever ces remarques.

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Cette nouvelle inspection a mis en évidence une amélioration de la gestion des matières dangereuses liquides entreposées dans l'atelier de maintenance.

En extérieur, l'exploitant a disposé une cuve métallique pour le stockage temporaire des huiles usagées dans l'attente de leur évacuation. Cette implantation appelle deux remarques concernant :

- les traces d'égouttures à l'extérieur de la capacité de rétention en raison de l'espace trop restreint entre la cuve de stockage et le bord de la cuvette de rétention ;
- le volume de rétention disponible qui, a priori, ne paraît pas suffisant.

**Constats** – Un déflecteur a été mis en place sur la rétention de la cuve d'huiles usagées afin de collecter les égouttures et de les ramener dans la rétention.

L'exploitant a procédé dimensionnement de la rétention et indique que son volume est suffisant pour contenir l'intégralité des fluides des contenants qu'elle isole de l'extérieur.

**Type de suites proposées :** Sans suites

## N° 8 : Risques géotechniques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 3.4.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stabilité des fronts de taille

**Prescription contrôlée –** Stabilité de la zone exploitée

**Retour sur la visite du 12/11/2024 (réponse du 17/12/2024)** – A la suite de la visite 2024, l'inspection a demandé la réalisation d'une étude de stabilité des fronts en raison des instabilités constatées.

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Le bureau d'expertises OOLITE, intervenu en décembre 2024, a dressé un état des lieux de la totalité des fronts du secteur Est en exploitation et des fronts Nord du secteur Ouest qui ont laissé apparaître des éboulements. Le front Sud de ce dernier secteur, intact lors de cette visite, n'était pas couvert par cette mission d'expertise (voir point de contrôle n° 9). Les observations relevées ont été retranscrites sur une carte des instabilités (rapport R. 2024-24\_bV1 du 22/01/2025). Pour chaque front appelant des observations, les risques associés ont été répertoriés et évalués, selon le géologue, de faibles à élevés. Pour les principales instabilités décrites, l'expert a émis des préconisations visant à déployer des mesures de protection, d'exploitation et de surveillance que l'exploitant s'est engagé à respecter.

L'exploitant indique également avoir sollicité la société FONDASOL sur les risques induits par les précipitations rencontrées 2024-2025 dans le but d'assurer la surveillance régulière des fronts et d'appliquer les recommandations qui pourront être faites par l'expert sur le sujet.

**Constats** – Le rapport relatif à la stabilité des fronts a été intégré au dossier de demande d'autorisation et l'exploitant a pris l'engagement de respecter toutes les préconisations de l'expert. Ces dernières figureront dans le futur règlement du site.



Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : Incident – Éboulement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Éboulement partiel d'un front historique du secteur Ouest

**Prescription contrôlée – Incident – Effondrement d'un front Sud du Secteur Ouest**

**Retour sur la visite du 19/03/2025 (réponse du 29/04/2025)** – Le secteur Ouest, situé au plus près de La Mayenne, est la zone d'exploitation historique de la carrière. Sa partie Sud présente la particularité d'intégrer une avancée de terrains naturels, jamais extraite, maintenue en l'état pour assurer la conservation d'un calvaire abritant une vierge blanche qui surplombe La Mayenne. L'exploitation du secteur Ouest a cessé depuis plusieurs décennies et les espaces sont désormais occupés par les installations de traitements secondaires et tertiaires des matériaux, des stockages et des utilités comme le rotolue et sa station de décantation, l'atelier de maintenance ainsi que des dépôts de matériels.

Le 14/02/2025, s'est produit un effondrement partiel de cette avancée rocheuse, fragilisée par les fortes précipitations de ces derniers mois qui ont facilité le décrochage de la partie sommitale de l'éperon.

Dès la survenance de l'incident, l'exploitant a mis en place, côté carrière, une zone protection en pied de talus, un merlon matérialisant l'interdiction d'accès et permettant de contenir les éventuelles nouvelles chutes de matériaux.

A l'extérieur de la carrière, des mesures d'interdiction d'accès et d'information du public ont été installées par la municipalité (balisage, arrêté municipal fermant l'accès au monument tout en renforçant le balisage, signalétique).

Dans le même temps, l'exploitant a diligencé une expertise géotechnique de l'incident par le bureau d'études spécialisé ALIOS, un choix concerté avec la municipalité en raison du manque de disponibilité de l'expert habituellement mandaté sur la carrière.

**Constats** – Même si le rapport d'ALIOS, référencé ANI257029 du 24/03/2025, n'est pas estimé suffisamment précis, sa conclusion qui recommande l'exécution de travaux de confortement fait consensus. Toutefois, la société FONDASOL, pressentie pour exécuter les travaux de stabilisation du massif rocheux, conditionne son intervention à la réalisation d'investigations complémentaires qui ne pourront pas être faites avant le mois de septembre prochain.

L'exploitant indique avoir conduit des réflexions, avec les bureaux d'études FONDASOL et A3ip, visant à identifier de potentiels capteurs de surveillance de mouvement de terrain susceptibles d'être installés. Il ressort que la détermination comme l'implantation de tels dispositifs de mesures s'avèrent complexes en raison de la nature de la tête de talus (matériaux friables) ainsi et de son manque d'accessibilité pour un engin. Selon les experts consultés, la mise en œuvre de ces instruments ne serait pas plus rapide que la réalisation du confortement recommandé. En conséquence, l'exploitant indique avoir fait le choix de missionner FONDASOL pour réaliser les travaux au plus tôt.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat** – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de pérenniser les restrictions d'accès à ce front fragilisé comme au calvaire.

Par ailleurs, elle demande également à l'exploitant de faire réaliser, dans les meilleurs délais, les travaux de confortement nécessaires la conservation de ce front et la stabilisation des terrains dans la perspective d'une restitution de l'accès au monument.

Il est attendu un échéancier d'exécution des travaux ainsi qu'un compte rendu détaillé des opérations réalisées ainsi qu'un plan de surveillance visant à garantir leur pérennité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'actions correctives

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 10 : Risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral 29/06/2005, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de stockage des déchets verts
<b>Prescription contrôlée</b> – Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<b>Constats</b> – L'exploitant procède à des débroussaillages sur site. Lors de la visite, un tas important de végétaux secs était implanté à proximité immédiate de la végétation périphérique de la carrière.  En période sèche, cette proximité entraîne une aggravation des risques associés aux incendies par propagation dans un contexte de prise, de plus en plus fréquente, d'arrêtés préfectoraux portant déclenchement de mesures temporaires de prévention des incendies et de protection des forêts contre les incendies.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b> – L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder aux travaux de débroussaillage en dehors des périodes estivales et en particulier des périodes sensibles de type « canicule » et /ou couverte par des arrêtés préfectoraux de prévention incendies.  Il est également demandé à l'exploitant d'évacuer ses déchets verts avant les périodes chaudes ou de les entreposer sur des zones écartées de la végétation périphérique.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'actions correctives
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois